

## L'IMPLICATION DES EXPERTS AUPRES DE LA POPULATION

Thierry SCHNEIDER<sup>1</sup>, Jacques LOCHARD<sup>1</sup>, Sylvie CHARRON<sup>2</sup>,  
Jean-Christophe GARIEL<sup>2</sup>, Jean-François LECOMTE<sup>2</sup>, François ROLLINGER<sup>2</sup>

1. CEPN, 28 rue de la Redoute, F92260 Fontenay-aux-Roses

2. IRSN, 31 avenue de la Division Leclerc, F92263 Fontenay-aux-Roses

[thierry.schneider@cepn.asso.fr](mailto:thierry.schneider@cepn.asso.fr)

A l'automne 2011, la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) a engagé conjointement avec l'Association japonaise « Radiation Safety Forum », une série de dialogues entre des représentants de la Préfecture de Fukushima, des professionnels locaux, des communautés locales et des experts en radioprotection du Japon et de l'étranger. L'objectif de ces dialogues est d'identifier des pistes d'amélioration des conditions de vie pour les personnes vivant dans les territoires affectés par l'accident de Fukushima. Cette initiative est organisée en collaboration avec l'IRSN, le NRPA (autorités norvégiennes de radioprotection), le Comité de protection radiologique et de santé publique de l'AEN/OCDE et l'ASN. De novembre 2011 à décembre 2014, 10 dialogues ont déjà été organisés dans la Préfecture de Fukushima. Compte tenu de leur expérience dans le domaine de l'implication des parties prenantes et de la gestion post-accidentelle, l'IRSN et le CEPN accompagnent cette initiative de la CIPR depuis le début.

L'analyse des dialogues menés à ce jour a permis de dégager des premiers enseignements concernant les dimensions humaines de la situation post-accidentelle, le processus d'engagement des parties prenantes, le processus de co-expertise et le développement de la culture de radioprotection. Elle a en particulier mis en évidence le rôle déterminant des experts dans l'accompagnement des populations locales pour retrouver un contrôle sur leur environnement et sur leur vie quotidienne.

### La dimension humaine de la situation post-accidentelle

Les témoignages exprimés lors des Dialogues de la CIPR montrent que l'irruption de la radioactivité dans la vie quotidienne des individus constitue une rupture, créant une situation sans précédent et un changement profond dans la relation de chacun à lui-même, à l'autre et à son environnement. Vivre dans un environnement contaminé est une situation complexe qui génère beaucoup de questions et de préoccupations au sein de la population affectée. La réponse technique pour améliorer la situation radiologique (la décontamination, les interdictions, les restrictions, le contrôle de la nourriture ....) a des effets indirects qui isolent les personnes affectées de leur environnement quotidien. L'accident a un impact émotionnel et social important qui remet en question la vie quotidienne elle-même et conduit chacun à rechercher un moyen de reconstruire sa vie.

Les conséquences humaines de l'accident de Fukushima sont très proches de celles observées en Biélorussie après l'accident de Tchernobyl :

- Une perte de confiance dans les autorités et les experts ;
- Une forte inquiétude concernant la santé et en particulier celle des enfants ;
- Un sentiment général de discrimination et d'exclusion ;
- Un sentiment d'impuissance et d'abandon ;
- Une perte de contrôle sur la vie quotidienne et l'appréhension de l'avenir.

Même 4 ans après l'accident de Fukushima, la plupart des individus demeurent confrontés au dilemme : continuer à vivre dans les zones affectées ou partir ; revenir vivre ou non dans son lieu de résidence.

## **Le soutien des experts à l'engagement des parties prenantes**

Suite à l'accident de Fukushima, les autorités locales ont dû prendre en charge la situation avec l'aide d'experts nationaux et le soutien du gouvernement local. Un certain nombre d'entre elles ont pris des initiatives afin de mettre en place des actions de décontamination ou de contrôle des aliments avec l'aide d'experts locaux et nationaux qui se sont mis volontairement à leur service. Les autorités nationales sont généralement restées en retrait de ces initiatives, bien que certains experts et organismes nationaux commencent à suivre ces initiatives locales.

Le retour d'expérience des experts japonais qui se sont engagés de manière personnelle dans les initiatives locales a mis en évidence plusieurs éléments :

- La difficulté de parler des effets et des risques associés à l'exposition aux rayonnements ionisants,
- La nécessité pour la population de pouvoir accéder rapidement à une information fiable et le rôle important des réseaux sociaux dans la diffusion de l'information,
- La nécessité de diffuser des informations scientifiquement correctes tout en étant accessibles et l'importance pour les experts de reconnaître les incertitudes et les limites de la connaissance,
- La mise en place de mécanismes de coopération durables entre les experts et la population les aidant à instruire les questions qu'elle se pose,
- L'importance de la participation des professionnels locaux (santé, éducation, administration locale...) impliqués dans la gestion de la situation,
- L'importance de ne pas conclure trop facilement ou trop rapidement que la situation est sûre et savoir respecter les valeurs de chacun dans les choix individuels.

La radioprotection est une dimension incontournable de la gestion de la situation post-accidentelle, mais elle ne peut pas constituer le critère de décision unique pour gérer la vie quotidienne des gens. Le retour d'expérience des initiatives prises par quelques experts japonais renforce l'idée que la radioprotection doit plutôt apporter un éclairage permettant aux individus et aux communautés locales de s'orienter et de décider de leur protection et de leur avenir en prenant en considération une variété de dimensions familiales, sociales, économiques, historiques, environnementales...

Pour les experts qui se sont impliqués, une difficulté majeure est le manque de connexion de leur engagement local avec le cadre institutionnel. Celle-ci avait déjà été soulignée en Biélorussie, mais avait été considérée comme inhérente au contexte institutionnel post-soviétique. Au Japon, dans un contexte démocratique, la même absence de lien entre les initiatives locales et les programmes gouvernementaux est observée. Jusqu'à récemment, le soutien national pour le développement des initiatives locales est resté très limité, tant en termes d'expertise, que financièrement.

## **Le processus de co-expertise**

Le processus de co-expertise s'appuie sur :

- La création de lieux de dialogue permettant aux experts d'écouter et de discuter avec les personnes affectées et de faire émerger leurs questions, leurs préoccupations, leurs difficultés, mais aussi leurs attentes ;
- Une évaluation conjointe par les experts et les acteurs locaux de la situation et de son impact sur la vie quotidienne des individus et de la communauté locale ;
- La mise en œuvre de projets, avec l'appui de professionnels locaux, des experts et des autorités, pour résoudre les problèmes identifiés au niveau individuel et de la communauté ;
- L'évaluation et la diffusion des résultats.

A Fukushima, ce processus de co-expertise n'a été mis en œuvre que dans quelques communautés. Ce processus a évolué d'une manière similaire à ce qui s'est passé en Biélorussie avec quelques différences :

- L'engagement personnel des experts volontaires et professionnels locaux au service de la population,
- Les moyens de mesure pour caractériser la situation radiologique,
- Le partage de l'information via les médias sociaux.

En outre, l'expérience biélorusse des projets CORE et ETHOS a joué un rôle clé dans l'appropriation du processus de co-expertise par les acteurs japonais.

On peut citer le cas de la communauté de Suetsugi qui, depuis la fin de l'année 2011, a progressivement développé une série d'actions permettant à ses habitants de caractériser la situation radiologique du village et d'identifier les pistes de progrès.

Le retour d'expérience des experts japonais montre l'importance du dialogue et de la mesure pour restaurer la confiance. Les seules explications scientifiques ne sont pas suffisantes pour créer la confiance dans les experts et il est essentiel de créer une coopération sur le long terme, de revenir régulièrement pour interagir avec les gens. On peut citer par exemple le développement du « baby scan » (appareil dédié à la mesure anthroporadiométrique pour les jeunes enfants) initié par le Professeur Hayano de l'Université de Tokyo et son déploiement avec un réseau de médecins et de professionnels de santé qui permet à la fois de répondre à une préoccupation forte des mères de famille et d'engager un dialogue sur la vie dans les territoires contaminés par l'accident de Fukushima.

De même, le partage des expériences entre les communautés favorise le développement de nouvelles initiatives. Les autorités nationales ont ainsi récemment engagé des actions dans ce sens afin de faciliter ce partage, notamment avec la communauté de Suetsugi et l'association Ethos à Fukushima. Il est également important que les communautés puissent bénéficier d'un soutien financier de la part de l'administration afin de pouvoir généraliser les actions et assurer leur durabilité. On peut citer ici le partenariat de la communauté de Suetsugi avec la ville d'Iwaki pour la gestion des cendres contaminées ainsi que le cas de la ville de Date qui, à l'initiative de son maire, a mis en place une série d'actions favorisant le dialogue avec les habitants notamment quant à la gestion des déchets issus de la décontamination.

### **Le développement de la culture pratique de la radioprotection**

Le processus de co-expertise conduit au développement d'une culture pratique de radioprotection parmi les communautés locales, permettant progressivement à chacun :

- D'interpréter les résultats des mesures : les niveaux de radioactivité ambiants, les doses internes et externes, la contamination des produits,
- De construire ses propres repères par rapport à la radioactivité dans sa vie quotidienne,
- De prendre ses propres décisions concernant sa protection et celle de ses proches.

Parmi les actions engagées à Fukushima, on peut noter l'importance de la diffusion de la culture de radioprotection par les réseaux sociaux. La société de radioprotection japonaise, ainsi que certains experts se sont mobilisés dès les mois qui ont suivi l'accident pour mettre en place des forums de discussion avec des experts et pour diffuser des données sur les mesures de radioactivité dans l'environnement et dans les aliments permettant à chacun de se repérer par rapport à sa propre situation. Plus récemment, l'utilisation de dosimètres individuels a permis à différents groupes, y compris des élèves de lycée, d'engager une analyse comparative des expositions externes et de mieux appréhender les précautions à prendre en fonction des habitudes et lieux de vie de chacun.

### **Perspectives**

Pour les prochains mois et prochaines années, plusieurs enjeux concernant l'implication des experts auprès de la population ont émergé à l'occasion des derniers dialogues de la CIPR :

- L'accompagnement des communautés souhaitant revenir dans les zones qui avaient été évacuées, posant notamment la question de l'évaluation dosimétrique en fonction des habitudes de vie et de la situation radiologique locale ;
- La mise en place de plans de surveillance environnementale impliquant les citoyens notamment pour la gestion des déchets issus des actions de décontamination ;
- L'organisation sur le long terme de la vigilance sur les produits alimentaires, en particulier les produits de la mer et les produits de la forêt ;
- La mise en place d'une surveillance sanitaire répondant aux préoccupations de la population dans une perspective d'amélioration du bien-être de la population et de vigilance sur le long terme.

